Conseil de gestion
du gouvernement
de l'Ontario

Budget des dépenses

de la province de l'Ontario pour l'année financière se terminant le 31 mars 1989

VOLUME 2

ISSN 0835-5576
Imprimé par l'imprimeur de la Reine pour l'Ontario

91-03779/

PROVINCE DE L'ONTARIO
BUDGET DES DÉPENSES 1988-1989

On peut se procurer des exemplaires gratuits
du présent document à la:
Librairie du gouvernement de l'Ontario
880, rue Bay, Toronto
ou en écrivant au:
Centre des publications
5e étage, 880, rue Bay
Toronto (Ontario) M7A 1N8.
Téléphone 965-6015. Interurbain sans frais
1-800-268-7540, dans le Nord-Ouest de
l'Ontario: 0-Zénith 67200.

PROVINCE OF ONTARIO
EXPENDITURE ESTIMATES, 1988-89

Copies are available free from the Ontario
Government Bookstore, 880 Bay St., Toronto.
Out-of-town customers write to:
Publications Services Section,
5th Floor, 880 Bay St.,
Toronto, Ontario, M7A 1N8.
Telephone 965-6015. Toll free
long distance 1-800-268-7540, in
Northwestern Ontario 0-Zenith 67200.

TABLE DES MATIÈRES

		Page
Notes explicatives		v
Tableau 1—Sommaire général		vii
Tableau 2—Exposé comparatif des totaux des ministères		ix
Tableau 3—Dépenses prévues pour 1988-1989		x-xi
Bureaux		
II	Bureau de l'Assemblée législative	1
V	Bureau du directeur général des élections	7
XXIX	Bureau de l'ombudsman	11
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	15
Index		19

NOTES EXPLICATIVES

REMARQUE : Les prévisions des dépenses budgétaires pour l'exercice 1988-1989 sont réparties en huit catégories et sont indiquées pour chaque activité. Les descriptions des catégories de dépenses ci-dessous ne sont données qu'à titre indicatif et ne sont pas nécessairement exhaustives.

Traitements et salaires

Cette catégorie comprend les traitements et salaires, les heures supplémentaires et les autres montants versés au personnel (permanent, stagiaire, non classifié ou autre) à titre de rémunération, les frais de personnel temporaire, les traitements et indemnités versés aux membres de l'Assemblée législative, et les indemnités spéciales versées aux fonctionnaires.

Avantages sociaux

Cette catégorie comprend les contributions versées par le gouvernement, à titre d'employeur, au régime des pensions du Canada, à la Caisse de retraite des fonctionnaires, à la Caisse d'assurance-chômage, à la Commission des accidents du travail et à divers autres régimes d'avantages sociaux des employés.

Transports et communications

Cette catégorie comprend les frais de déplacement des fonctionnaires en service commandé et des bénéficiaires de prestations gouvernementales (cas des pupilles de la province, par exemple); les coûts de réinstallation de fonctionnaires mutés ou recrutés; les frais de déménagement du mobilier et de matériel de bureau; les dépenses de transport de marchandises (exception faite du coût initial de la livraison); les frais d'affranchissement du courrier (ordinaire ou recommandé, par exemple); et les frais de communication (téléphone, télégrammes et transmission de données).

Services

Cette catégorie regroupe les services suivants : publicité, notamment pour payer les services d'agences privées ou les campagnes médiatives menées directement par les ministères; les services de location et les services extérieurs de réparation et d'entretien des machines, du matériel, des bâtiments, des terrains et des infrastructures; les services de traitement des données; les primes d'assurances; et les autres services professionnels et spéciaux.

Fourniture et matériel

Cette catégorie comprend toutes les sommes affectées à l'achat de machines et de matériel, neufs ou d'occasion, ainsi que les montants consacrés à l'achat de tous les matériaux et fournitures nécessaires, ou au paiement des services publics.

Acquisition/construction de biens immobiliers

Cette catégorie inclut tous les frais engagés sur une base contractuelle par les ministères en vue d'accroître leur parc immobilier (achat de bâtiments neufs ou anciens) ou de construire de nouvelles infrastructures. On trouve également dans cette rubrique les sommes consacrées à l'achat de terrains.

Paiements de transfert

Cette catégorie regroupe les subventions, subsides et différents versements effectués à des particuliers, entreprises, organismes à but non lucratif ou organismes gouvernementaux.

Autres opérations

Cette catégorie comprend certaines opérations particulières, notamment celles de la Société de développement de l'Ontario (prêts-subventions et garanties d'emprunt), les impôts municipaux perçus sur les biens fonciers qui appartiennent à l'A.R.D.A., et les subventions remboursables.

Note concernant les crédits législatifs et les autres paiements

Les crédits législatifs et les autres paiements qui regroupent : a) les prêts, avances et dotations en capital; b) les paiements provenant des caisses de retraite des employés; et c) les paiements provenant des comptes créés à des fins spéciales, ne constituent pas des catégories de dépenses. Les sommes requises pour les crédits législatifs et les autres paiements sont inscrites séparément, s'il y a lieu, dans la catégorie applicable à chaque niveau d'activité.

Note concernant les activités de recouvrement des dépenses

Lorsqu'on s'attend à ce que le recouvrement des dépenses consacrées à une activité soit égal ou supérieur aux dépenses, le solde indiqué pour l'activité est un montant nominal de 1 000 $. Si le recouvrement dépasse les dépenses, il est ajouté aux recettes générales.

Note concernant les mandats spéciaux

Des mandats spéciaux autorisant le paiement des dépenses gouvernementales générales et nécessaires sont émis lorsque l'Assemblée législative ne siège pas. Les montants prévus dans ces mandats spéciaux ont été déduits des sommes totales pour permettre de déterminer le montant à voter pour chaque programme pour l'exercice 1987-1988.

TABLEAU 1 — SOMMAIRE GÉNÉRAL

Prévision de dépenses de la province de l'Ontario
pour l'exercice financier clos le 31 mars 1989

N°	Ministères	Montant à voter	Dépenses prévues par la loi	Dépenses	Autres paiements
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	540 152 500	39 538 623	561 991 123	17 700 000
II	Bureau de l'Assemblée législative	79 674 100	1 820 200	81 494 300	–
III	Procureur général	395 549 300	743 623	396 292 923	–
IV	Bureau du Conseil des ministres	8 985 600	–	8 985 600	–
V	Bureau du directeur général des élections	618 600	–	618 600	–
VI	Affaires civiques	45 444 800	37 623	45 482 423	–
VII	Collèges et Universités	2 566 657 100	179 623	2 566 694 723	142 000
VIII	Sevices sociaux et communautaires	4 263 842 200	38 623	4 263 879 823	1 000
IX	Consommation et Commerce	147 333 900	547 623	147 387 023	494 500
X	Services correctionnels	394 268 400	28 743	394 297 143	–
XI	Culture et Communications	251 909 500	28 743	251 938 243	–
XII	Office des personnes handicapées	7 638 600	14 433	7 653 033	–
XIII	Éducation	4 299 641 300	494 583 623	4 794 175 923	49 000
XIV	Énergie	44 023 900	28 743	44 052 643	–
XV	Environnement	442 447 400	37 623	419 885 023	22 600 000
XVI	Institutions financières	32 618 000	10 064 180	34 626 880	8 055 300
XVII	Services gouvernementaux	637 082 700	190 743	637 112 443	161 000
XVIII	Santé	12 660 423 100	37 623	12 660 460 723	–
XIX	Logement	440 734 500	37 623	440 772 123	–
XX	Industrie, Commerce et Technologie	185 860 100	42 687 623	168 922 723	59 625 000
XXI	Affaires intergouvernementales	8 567 900	8 880	8 576 780	–
XXII	Travail	120 054 300	1 108 523	121 162 823	–
XXIII	Bureau du lieutenant-gouverneur	529 400	–	529 400	–
XXIV	Conseil de gestion	243 738 900	37 623	243 776 523	–
XXV	Affaires municipales	976 915 100	3 537 623	975 108 723	5 344 000
XXVI	Office des affaires autochtones	4 884 100	–	4 884 100	–
XXVII	Richesses naturelles	542 528 800	1 637 623	542 566 423	1 600 000
XXVIII	Développement du Nord et Mines	303 233 100	75 246	303 308 346	–
XXIX	Bureau de l'ombudsman	7 122 700	–	7 122 700	–
XXX	Cabinet du premier ministre	2 115 600	40 957	2 156 557	–
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	6 923 000	95 200	7 018 200	–
XXXII	Revenu	810 283 300	8 254 823	818 538 123	–
XXXIII	Office des personnes âgées	9 283 600	14 433	9 298 033	–
XXXIV	Formation professionnelle	406 299 500	28 743	406 328 243	–
XXXV	Solliciteur général	427 888 400	40 623	427 929 023	–
XXXVI	Tourisme et Loisirs	191 478 700	37 623	181 516 323	10 000 000
XXXVII	Transports	2 059 200 077	37 623	2 059 237 700	–
XXXVIII	Trésor et Économie	182 498 900	4 482 387 623	4 258 036 523	406 850 000
XXXIX	Office de la condition féminine	17 529 600	–	17 529 600	–
		33 765 980 577	5 087 988 804	38 321 347 581	532 621 800
	TOTAL	38 853 969 381		38 853 969 381	

TABLEAU 2 — EXPOSÉ COMPARITIF DES TOTAUX DES MINISTÈRES

N°	Ministères	1988-1989 Prévisions	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	579 691 123	15 422 885	564 268 238	480 813 962
II	Bureau de l'Assemblée législative	81 494 300	5 493 900	76 000 400	69 341 927
III	Procureur général	396 292 923	34 547 585	361 745 338	327 312 873
IV	Bureau du Conseil des ministres	8 985 600	328 200	8 657 400	6 586 835
V	Bureau du directeur général des élections	618 600	67 000	551 600	1 928 783
VI	Affaires civiques	45 482 423	6 493 823	38 988 600	35 123 185
VII	Collèges et Universités	2 566 836 723	164 933 923	2 401 902 800	2 255 632 890
VIII	Services sociaux et communautaires	4 263 880 823	666 242 485	3 597 638 338	3 270 251 450
IX	Consommation et Commerce	147 881 523	15 270 285	132 611 238	113 554 176
X	Services correctionnels	394 297 143	30 455 143	363 842 000	344 513 683
XI	Culture et Communications	251 938 243	18 662 411	233 275 832	259 474 473
XII	Office des personnes handicapées	7 653 033	2 120 208	5 532 825	4 750 570
XIII	Éducation	4 794 224 923	355 373 685	4 438 851 238	4 371 626 076
XIV	Énergie	44 052 643	(2 485 357)	46 538 000	42 959 736
XV	Environnement	442 485 023	21 692 485	420 792 538	357 983 777
XVI	Institutions financières	42 682 180	5 117 480	37 564 700	30 452 695
XVII	Services gouvernementaux	637 273 443	108 297 305	528 976 138	475 720 899
XVIII	Santé	12 660 460 723	1 357 575 785	11 302 884 938	10 481 168 122
XIX	Logement	440 772 123	71 140 885	369 631 238	282 421 109
XX	Industrie, Commerce et Technologie	228 547 723	(30 014 015)	258 561 738	236 819 604
XXI	Affaires intergouvernementales	8 576 780	1 105 680	7 471 100	6 990 140
XXII	Travail	121 162 823	16 989 785	104 173 038	90 047 061
XXIII	Bureau du lieutenant-gouverneur	529 400	13 400	516 000	478 245
XXIV	Conseil de gestion	243 776 523	35 122 185	208 654 338	27 116 053
XXV	Affaires municipales	980 452 723	48 244 485	932 208 238	898 720 982
XXVI	Office des affaires autochtones	4 884 100	504 300	4 379 800	3 775 855
XXVII	Richesses naturelles	544 166 423	8 494 485	535 671 938	530 261 430
XXVIII	Développement du Nord et Mines	303 308 346	59 901 940	243 406 406	223 765 029
XXIX	Bureau de l'ombudsman	7 122 700	483 900	6 638 800	6 525 590
XXX	Cabinet du premier ministre	2 156 557	178 826	1 977 731	1 896 912
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	7 018 200	318 400	6 699 800	6 144 694
XXXII	Revenu	818 538 123	24 889 517	793 648 606	702 957 224
XXXIII	Office des personnes âgées	9 298 033	4 706 208	4 591 825	3 067 594
XXXIV	Formation professionnelle	406 328 243	(42 977 495)	449 305 738	404 844 737
XXXV	Solliciteur général	427 929 023	34 359 385	393 569 638	368 030 812
XXXVI	Tourisme et Loisirs	191 516 323	6 415 385	185 100 938	171 593 958
XXXVII	Transports	2 059 237 700	162 432 662	1 896 805 038	1 764 459 457
XXXVIII	Trésor et Économie	4 664 886 523	316 953 391	4 347 933 132	3 904 927 791
XXXIX	Office de la condition féminine	17 529 600	(413 200)	17 942 800	7 960 890
	TOTAL	38 853 969 381	3 524 459 340	35 329 510 041	32 572 001 279

TABLEAU 3 — DÉPENSES

N°	Ministères	Traitements et salaires	Avantages sociaux	Transports et communications	Services
		$	$	$	$
I	Agriculture et Alimentation	74 752 323	11 298 400	10 951 200	30 246 100
II	Bureau de l'Assemblée législative	39 395 800	7 218 600	6 720 600	18 684 600
III	Procureur général	184 755 923	30 446 500	13 913 700	66 743 400
IV	Bureau du Conseil des ministres	4 706 000	820 000	339 500	1 422 700
V	Bureau du directeur général des élections	542 700	75 900	—	—
VI	Affaires civiques	13 131 723	1 922 400	1 636 900	3 085 800
VII	Collèges et Universités	14 981 823	2 353 300	3 281 400	5 230 800
VIII	Services sociaux et communautaires	325 127 323	52 094 100	15 870 200	58 789 100
IX	Consommation et Commerce	72 929 423	11 421 500	6 602 900	18 288 100
X	Services correctionnels	248 800 643	36 629 700	9 292 000	60 943 900
XI	Cultures et Communications	26 586 243	3 886 600	2 423 200	7 683 400
XII	Office des personnes handicapées	1 783 533	253 900	364 300	1 047 900
XIII	Éducation	78 914 023	11 774 100	8 866 300	35 319 800
XIV	Énergie	11 066 843	1 702 600	1 117 400	15 407 700
XV	Environnement	98 251 623	14 432 000	7 910 600	75 651 100
XVI	Institutions financières	19 038 380	3 214 100	1 359 600	8 505 400
XVII	Services gouvernementaux	104 229 443	447 480 000	87 413 000	324 890 900
XVIII	Santé	375 417 223	61 516 100	20 568 800	74 418 000
XIX	Logement	52 967 023	7 418 900	8 570 000	34 798 500
XX	Industrie, Commerce et Technologie	31 886 823	4 988 100	9 201 700	30 170 300
XXI	Affaires intergouvernementales	3 711 480	686 300	826 700	1 812 300
XXII	Travail	71 761 023	10 895 100	9 363 600	17 757 300
XXIII	Bureau du lieutenant-gouverneur	338 800	40 500	55 700	1 800
XXIV	Conseil de gestion	225 216 707	39 226 616	1 030 700	14 611 500
XXV	Affaires municipales	20 900 823	3 070 400	2 520 500	8 677 200
XXVI	Office des affaires autochtones	1 333 600	217 200	170 000	375 700
XXVII	Richesses naturelles	210 592 723	28 502 900	19 674 800	191 664 200
XXVIII	Développement du Nord et Mines	28 181 346	3 696 200	7 101 100	26 541 000
XXIX	Bureau de l'ombudsman	4 741 800	700 800	409 200	986 100
XXX	Cabinet du premier ministre	1 578 157	128 100	180 100	192 200
XXXI	Bureau du vérificateur provincial	4 825 200	725 000	233 000	1 084 000
XXXII	Revenu	142 141 223	21 375 200	15 498 300	32 522 300
XXXIII	Office des personnes âgées	2 249 333	301 500	702 800	1 296 000
XXXIV	Formation professionnelle	22 377 043	3 471 200	4 012 300	10 960 800
XXXV	Solliciteur général	267 473 623	45 055 000	18 203 300	34 347 000
XXXVI	Tourisme et Loisirs	31 548 723	4 301 500	5 800 100	35 356 300
XXXVII	Transports	297 292 400	49 702 100	29 228 000	163 322 800
XXXVIII	Trésor et Économie	18 293 223	2 623 900	1 037 000	32 243 100
XXXIX	Office de la condition féminine	4 516 400	810 400	424 100	5 727 200
		3 138 338 465	926 476 716	332 874 600	1 450 806 300

Note : Les dépenses prévues par la loi ont été inscrites dans les catégories de dépenses correspondantes.

Voir note à la page v.

PRÉVUES POUR 1988-1989

Fournitures et matériel	Acquisition/ construction de biens immobiliers	Paiements de transfert	Autres opérations	*Moins:* Recouvrements d'autres activités et ministères	Dépenses	Autres paiements	Total
$	$	$	$	$	$	$	$
16 571 400	5 520 000	412 078 700	4 961 000	4 388 000	561 991 123	17 700 000	579 691 123
10 102 300	—	172 400	—	800 000	81 494 300	—	81 494 300
10 647 300	3 000 000	106 119 300	2 000	19 335 200	396 292 923		396 292 923
792 700	—	910 000	—	5 300	8 985 600	—	8 985 600
—	—	—	—	—	618 600	—	618 600
1 552 900	—	23 870 200	750 000	467 500	45 482 423	—	45 482 423
1 060 400	—	2 552 636 000	—	12 849 000	2 566 694 723	142 000	2 566 836 723
27 312 500	6 000 000	3 782 080 300	—	3 393 700	4 263 879 823	1 000	4 263 880 823
8 147 500	—	32 277 500	15 500	2 295 400	147 387 023	494 500	147 881 523
39 672 300	—	1 133 400	—	2 174 800	394 297 143	—	394 297 143
4 261 500	—	215 101 500	—	8 004 200	251 938 243	—	251 938 243
436 900	—	3 855 000	—	88 500	7 653 033	—	7 653 033
11 371 700	—	4 658 108 300	—	10 178 300	4 794 175 923	49 000	4 794 224 923
1 594 100	—	13 164 000	—		44 052 643	—	44 052 643
45 377 100	—	182 033 100	—	3 770 500	419 885 023	22 600 000	442 485 023
3 134 200	—	2 200 000	1 000	2 825 800	34 626 880	8 055 300	42 682 180
57 513 700	147 371 400	60 866 000	—	592 652 000	637 112 443	161 000	637 273 443
66 339 000	—	12 071 947 700	—	9 746 100	12 660 460 723	—	12 660 460 723
5 724 900	—	281 397 000	72 983 000	23 087 200	440 772 123	—	440 772 123
5 833 100	—	33 050 800	53 808 600	16 700	168 922 723	59 625 000	228 547 723
543 800	—	1 005 000	—	8 800	8 576 780	—	8 576 780
8 739 800	—	3 082 900	13 200	450 100	121 162 823	—	121 162 823
1 200	—	—	91 400	—	529 400	—	529 400
793 700	—	201 100	—	37 303 800	243 776 523	—	243 776 523
1 453 000	—	933 378 000	6 380 000	1 271 200	975 108 723	5 344 000	980 452 723
69 700	—	2 717 900	—	—	4 884 100	—	4 884 100
85 816 400	5 895 000	57 281 100	—	56 860 700	542 566 423	1 600 000	544 166 423
8 289 800	109 539 000	136 411 000	—	16 451 100	303 308 346	—	303 308 346
284 800	—	—	—	—	7 122 700	—	7 122 700
78 000	—	—	—	—	2 156 557	—	2 156 557
105 000	—	46 000	—	—	7 018 200	—	7 018 200
7 865 100	—	609 345 000	—	10 209 000	818 538 123	—	818 538 123
608 300	—	4 350 000	—	209 900	9 298 033	—	9 298 033
2 091 900	—	350 445 000	14 720 000	1 750 000	406 328 243	—	406 328 243
61 544 600	—	1 686 000	3 000	383 500	427 929 023	—	427 929 023
5 400 300	3 769 000	104 306 900	—	8 966 500	181 516 323	10 000 000	191 516 323
126 966 200	289 187 100	1 238 261 600	—	134 722 500	2 059 237 700	—	2 059 237 700
1 269 000	4 000 000	119 250 000	4 080 000 000	679 700	4 258 036 523	406 850 000	4 664 886 523
541 500	—	5 510 000	—	—	17 529 600	—	17 529 600
629 907 600	574 281 500	28 000 278 700	4 233 728 700	965 345 000	38 321 347 581	532 621 800	38 853 969 381

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

SOMMAIRE

1988-1989 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
$			$	$	$
81 494 300		Bureau de l'Assemblée législative	5 493 900	76 000 400	69 341 927
81 494 300		**Total — Bureau de l'Assemblée législative**	5 493 900	76 000 400	69 341 927
1 820 200		**Moins : Crédits législatifs**	410 000	1 410 200	2 437 159
79 674 100	<	**TOTAL À VOTER**	5 083 900	74 590 200	66 904 768
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
81 494 300		Dépenses	5 493 900	76 000 400	69 341 927

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1987-1988	68 081 100	
1.2 Comptes publics 1986-1987		69 341 927
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1987-1988	7 919 300	
	76 000 400	69 341 927

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CRÉDIT et poste	1988-1989 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉS	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$		$	$	$
201		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE**			
1	1 065 100	Bureau du président de l'Assemblée législative	248 100	817 000	894 514
2	6 364 300	Bureau du greffier	659 800	5 704 500	4 058 654
3	7 634 000	Ressources à engager aux fins de la session	97 900	7 536 100	7 363 400
4	9 766 000	Indemnités versées aux députés	(580 500)	10 346 500	8 763 516
5	15 543 100	Services de soutien aux députés	(189 300)	15 732 400	12 413 938
6	3 195 900	Bureaux de circonscription	(69 500)	3 265 400	2 193 457
7	8 374 900	Services de soutien aux groupes parlementaires	711 500	7 663 400	7 580 251
8	2 647 500	Hansard	61 800	2 585 700	2 482 135
9	4 742 200	Bibliothèque de l'Assemblée législative	34 900	4 707 300	3 966 723
10	6 385 100	Télédiffusion et enregistrement	912 600	5 472 500	8 899 672
11	2 095 300	Systèmes d'information	(1 871 400)	3 966 700	3 984 800
12	4 334 300	Administration	370 500	3 963 800	2 986 916
13	5 137 700	Commission sur le financement des élections	3 115 800	2 021 900	1 316 792
14	2 388 700	Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée	1 581 700	807 000	—
L	1 820 200	Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative, Loi sur les allocations de retraite des députés à l'Assemblée législative	410 000	1 410 200	2 379 640
L	—	Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario	—	—	57 519
	81 494 300	Total — Bureau de l'Assemblée législative	5 493 900	76 000 400	69 341 927
	1 820 200	Moins : Crédits législatifs	410 000	1 410 200	2 437 159
	79 674 100	**Montant à voter**	5 083 900	74 590 200	66 904 768

Description du programme :

Ce programme englobe les indemnités et les allocations ainsi que tous les services de soutien fournis aux députés par les divers bureaux de l'Assemblée, de même que les diverses dépenses liées à l'administration de la Commission sur le financement des élections et de la Commission de délimitation des circonscriptions électorales de l'Ontario et du Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée. Tous les fonds sont prélevés sur le Fonds de l'Assemblée législative, qui est distinct et indépendant du Fonds de recettes consolidées (Ontario).

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du président de l'Assemblée législative (201-1)	$
Traitements et salaires	361 800
Avantages sociaux	46 000
Transports et communications	93 100
Services	490 300
Fournitures et matériel	73 900
	1 065 100

Bureau du greffier (201-2)	
Traitements et salaires	1 895 900
Avantages sociaux	226 700
Transports et communications	1 150 600
Services	1 209 500
Fournitures et matériel	1 881 600
	6 364 300

Ressources à engager aux fins de la session (201-3)	
Transports et communications	1 131 000
Services	2 881 500
Fournitures et matériel	3 621 500
	7 634 000

Indemnités versées aux députés (201-4)	
Traitements et salaires	7 082 700
Avantages sociaux	319 400
Transports et communications	2 363 900
	9 766 000

Services de soutien aux députés (201-5)	
Traitements et salaires	13 627 000
Avantages sociaux	1 916 100
	15 543 100

Bureaux de circonscription (201-6)	
Transports et communications	1 081 000
Services	1 783 200
Fournitures et matériel	331 700
	3 195 900

Services de soutien aux groupes parlementaires (201-7)	$
Traitements et salaires	4 720 200
Avantages sociaux	1 312 700
Transports et communications	291 200
Services	1 421 300
Fournitures et matériel	629 500
	8 374 900

Hansard (201-8)	
Traitements et salaires	1 630 700
Avantages sociaux	206 800
Transports et communications	75 000
Services	140 000
Fournitures et matériel	595 000
	2 647 500

Bibliothèque de l'Assemblée législative (201-9)	
Traitements et salaires	3 167 200
Avantages sociaux	425 000
Transports et communications	16 800
Services	211 500
Fournitures et matériel	923 200
	4 743 700
Moins : Recouvrements d'autres activités	1 500
	4 742 200

Télédiffusion et enregistrement (201-10)	
Traitements et salaires	973 900
Avantages sociaux	136 400
Transport et communications	240 200
Services	4 554 400
Fournitures et matériel	480 200
	6 385 100

Systèmes d'information (201-11)	
Traitements et salaires	851 200
Avantages sociaux	121 300
Transports et communications	20 200
Services	883 900
Fournitures et matériel	218 700
	2 095 300

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

— NOTES —

II. — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE

PROGRAMME DU BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE (suite)

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Administration (201-12)	$
Traitements et salaires	3 173 500
Avantages sociaux	428 400
Transports et communications	122 400
Services	241 500
Fournitures et matériel	994 600
Paiements de transfert	
Programme de stages de l'Assemblée législative	172 400
	5 132 800
Moins : Recouvrements d'autres activités	798 500
	4 334 300

Commission sur le financement des élections (201-13)	
Traitements et salaires	530 600
Avantages sociaux	67 500
Transports et communications	33 400
Services	4 349 700
Fournitures et matériel	156 500
	5 137 700

Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée (201-14)	$
Traitements et salaires	1 381 100
Avantages sociaux	192 100
Transports et communications	101 800
Services	517 800
Fournitures et matériel	195 900
	2 388 700

Crédits législatifs	
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative	1 820 200
Total — Programme du Bureau de l'Assemblée législative	81 494 300
TOTAL — BUREAU DE L'ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE	81 494 300

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

SOMMAIRE

1988-1989 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
$			$	$	$
618 600		Bureau du directeur général des élections	67 000	551 600	1 928 783
618 600		**Total — Bureau du directeur général des élections**	67 000	551 600	1 928 783
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(190 000)	190 000	s.o.
—		**Moins : Crédits législatifs**	—	—	1 428 187
618 600	<	**TOTAL À VOTER**	257 000	361 600	500 596
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
618 600		Dépenses	67 000	551 600	1 928 783

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CRÉDIT et poste	1988-1989 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$		$	$	$
501		**PROGRAMME DU BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS**			
1	618 600	Bureau du directeur général des élections	67 000	551 600	500 596
L	—	Loi électorale	—	—	1 428 187
	618 600	Total — Bureau du directeur général des élections	67 000	551 600	1 928 783
	—	Moins : Mandats spéciaux	(190 000)	190 000	s.o.
	—	Moins : Crédits législatifs	—	—	1 428 187
	618 600	**Montant à voter**	257 000	361 600	500 596

Description du programme :

Le Bureau du directeur général des élections fonctionne sous la direction du Directeur général des élections et organise toute élection provinciale au poste de député à l'Assemblée législative, conformément à la Loi électorale de l'Ontario.

Le Bureau coordonne la nomination, la formation et la rémunération de tous les membres du personnel électoral, s'occupe de la location des locaux nécessaires et assure l'approvisionnement en matériel et en fournitures de tous les bureaux de vote lors d'une élection. En outre, il dirige et supervise les activités du bureau du directeur du scrutin dans chacune des 130 circonscriptions électorales.

Le Bureau dessert les ministères du gouvernement, ses organismes et le grand public de façon permanente en diffusant et en publiant des renseignements d'ordre historique sur les élections, les assemblées législatives, les conseils des ministres et les candidats politiques de la province.

— NOTES —

V. — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du directeur général des élections (501-1)	$
Traitements et salaires	542 700
Avantages sociaux	75 900
Total — Programme du Bureau du directeur général des élections	618 600
TOTAL — BUREAU DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS	618 600

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

SOMMAIRE

1988-1989 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
$			$	$	$
7 122 700		Bureau de l'ombudsman	483 900	6 638 800	6 525 590
7 122 700		**Total — Bureau de l'ombudsman**	483 900	6 638 800	6 525 590
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 525 000)	1 525 000	s.o.
7 122 700	<	**TOTAL À VOTER**	2 008 900	5 113 800	6 525 590
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 122 700		Dépenses	483 900	6 638 800	6 525 590

ÉTAT DE RAPPROCHEMENT

DÉTAIL	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$	$
1. Données publiées antérieurement		
1.1 Budget des dépenses 1987-1988	6 546 700	
1.2 Comptes publics 1986-1987		6 525 590
2. Budget des dépenses supplémentaire		
2.1 Budget supplémentaire de 1987-1988	92 100	
	6 638 800	6 525 590

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

CRÉDIT et poste	1988-1989 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$		$	$	$
2901		**PROGRAMME DU BUREAU DE L'OMBUDSMAN**			
1	7 122 700	L'ombudsman	483 900	6 638 800	6 525 590
	7 122 700	Total — Bureau de l'ombudsman	483 900	6 638 800	6 525 590
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 525 000)	1 525 000	s.o.
	7 122 700	**Montant à voter**	2 008 900	5 113 800	6 525 590

Description du programme :

Faire enquête sur toute décision prise, toute recommandation faite ou tout acte accompli ou omis dans le cadre de l'administration d'un ''organisme gouvernemental'' et touchant toute personne ou tout groupe de personnes à titre personnel. Par ''organisme gouvernemental'', on entend tout ministère, commission, conseil, office ou autre service administratif du gouvernement de l'Ontario, de même que toute entité qui y est rattachée.

— NOTES —

XXIX. — BUREAU DE L'OMBUDSMAN

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

L'ombudsman (2901-1)	$
Traitements et salaires	4 741 800
Avantages sociaux	700 800
Transports et communications	409 200
Services	986 100
Fournitures et matériel	284 800
Total — Programme du Bureau de l'ombudsman	7 122 700
TOTAL — BUREAU DE L'OMBUDSMAN	7 122 700

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

SOMMAIRE

1988-1989 Prévisions		PROGRAMME	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
$			$	$	$
7 018 200		Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	318 400	6 699 800	6 144 694
7 018 200		**Total — Bureau du vérificateur provincial**	318 400	6 699 800	6 144 694
—		**Moins : Mandats spéciaux**	(1 713 000)	1 713 000	s.o.
95 200		**Moins : Crédits législatifs**	3 700	91 500	90 711
6 923 000	<	**TOTAL À VOTER**	2 027 700	4 895 300	6 053 983
		CLASSIFICATION COMPTABLE			
7 018 200		Dépenses	318 400	6 699 800	6 144 694

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CRÉDIT et poste	1988-1989 Prévisions	PROGRAMME ET ACTIVITÉ	Variation	1987-1988 Prévisions	1986-1987 Dépenses
	$		$	$	$
3101		**PROGRAMME D'ADMINISTRATION DE LA LOI SUR LA VÉRIFICATION DES COMPTES PUBLICS ET VÉRIFICATIONS PRÉVUES PAR LA LOI**			
1	6 923 000	Bureau du vérificateur provincial	314 700	6 608 300	6 053 983
L	95 200	Traitement versé au vérificateur provincial en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics	3 700	91 500	90 711
	7 018 200	Total — Administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	318 400	6 699 800	6 144 694
	—	Moins : Mandats spéciaux	(1 713 000)	1 713 000	s.o.
	95 200	Moins : Crédits législatifs	3 700	91 500	90 711
	6 923 000	**Montant à voter**	2 027 700	4 895 300	6 053 983

Description du programme :

Le vérificateur provincial a pour fonction d'aider le Parlement à obtenir du gouvernement qu'il rende des comptes sur sa façon de gérer les fonds publics.

Le vérificateur provincial vérifie les comptes de la province et des organismes de la Couronne, conformément aux conditions de sa nomination en vertu de la Loi sur la vérification des comptes publics et de diverses autres lois et dispositions ayant force exécutoire. Le vérificateur provincial émet des avis sur les états financiers de la province et des organismes de la Couronne, en indiquant s'ils présentent fidèlement la situation, conformément au principe de la continuité et aux pratiques comptables spécifiées. En outre, le vérificateur provincial fait chaque année rapport à l'Assemblée législative sur toute question importante soulevée par ses vérifications.

— NOTES —

XXXI. — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL

CLASSIFICATION PAR CATÉGORIE DE DÉPENSES

Bureau du vérificateur provincial (3101-1)	$
Traitements et salaires	4 730 000
Avantages sociaux	725 000
Transports et communications	233 000
Services	1 084 000
Fournitures et matériel	105 000
Paiements de transfert	
Fondation canadienne pour la vérification intégrée	46 000
	6 923 000
Crédits législatifs	
Traitement versé au vérificateur provincial	95 200
Total — Programme d'administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi	7 018 200
TOTAL — BUREAU DU VÉRIFICATEUR PROVINCIAL	7 018 200

INDEX

Page

B

Bureau de l'Assemblée législative 1
Bureau de l'ombudsman 11
Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée 2
Bureau du directeur général des élections 7
Bureau du greffier 2
Bureau du président de l'Assemblée législative 2
Bureau du vérificateur provincial 15
Bureaux de circonscription 2

C

Commission sur le financement des élections 2
Compte d'allocations du régime de pension de l'Assemblée législative 2

F

Fondation canadienne pour la vérification intégrée ... 17

H

Hansard 2

Page

I

Indemnités versées aux députés 2

P

Programme d'administration de la Loi sur la vérification des comptes publics et vérifications prévues par la loi 16
Programme de stages de l'Assemblée législative 5
Programme du Bureau de l'Assemblée législative ... 2

S

Services de soutien aux députés 2
Services de soutien aux groupes parlementaires 2
Systèmes d'information, Assemblée législative 2

T

Télédiffusion et enregistrement 2